

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Au delà du 16 L'enjeu

Il y a un peu plus de deux mois, c'était l'annonce de cette vague de licenciements dans la sidérurgie d'une ampleur sans précédent : plus de 26 000 emplois supprimés, soit en fait près de 100 000 si l'on compte qu'autour d'un emploi de sidérurgiste, il y en a trois autres. Et cela dans des régions où sévit déjà un chômage très élevé.

Pour asséner un tel coup, il fallait que patronat et gouvernement comptent que les ouvriers de la sidérurgie, la classe ouvrière ne seraient pas en mesure d'y opposer une riposte sérieuse, de rendre coup pour coup.

De fait, les vagues précédentes, quoique de moindre ampleur — le premier plan acier, plus récemment l'attaque menée dans un autre secteur réputé pour être un bastion de la classe ouvrière : la réparation et la construction navale de la région marseillaise — n'avaient pas donné lieu à une telle riposte. Usinor-Louvroil, Usinor-Thionville liquidés, ou Terrin à Marseille où les 3 000 licenciements de la Ciotat etc. Il y avait de quoi justifier un tel point de vue, que reflétait d'ailleurs l'attitude arrogante des ministres, Barre en tête, avec son mépris affiché des porteurs de pancartes.

Depuis, ce langage est mis au rancart. Les ministres se succèdent pour dire à quel point ils sont « attristés ». Ils parlent même de solidarité nationale, comme si la catastrophe qu'ils ont minutieusement préparée et organisée (catastrophe pour les travailleurs et non pour les profits des barons de l'acier et des monopoles dont le gouvernement Giscard-Barre dirige aujourd'hui l'État !), était un fléau naturel auquel les patrons et les travailleurs devraient faire face ensemble.

Si le plan n'a pas changé d'une virgule, l'arrogance du début a fait place à une certaine inquiétude : le gouvernement aurait été même maladroit selon certains supporters, d'autres agitent le « spectre » de 1968. Il est vrai que depuis, les sidérurgistes ont abondamment montré une grande solidarité de riposte et leur légitime colère s'est traduite en actes, allant jusqu'à l'attaque d'un commissariat à Longwy ou l'occupation d'une sous-préfecture à Briey, après celle des services centraux à Usinor-Trith ou autres locaux, avec, aussi, des blocages de voies ferrées et vidages de train du minéral.

Secrétariat du CC du PCML

(Suite page 6)

Denain, Longwy, Dunkerque : Solidarité !

LE 16 février, les sidérurgistes vont manifester avec leurs organisations syndicales leur détermination à riposter à l'attaque du patronat et du gouvernement. Cette journée peut être un succès si elle contribue à développer la mobilisation, avant tout dans les entreprises sidérurgiques du Nord et de la Lorraine, et la solidarité. Il est en effet indispensable de construire, sur le terrain, un rapport de force qui soit à la hauteur de l'attaque.

« Du travail pour tous », « Denain, Dunkerque, Longwy solidarité ! ». (Appel lancé par le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste le 27 décembre 1978).



Manifestation de sidérurgistes à Denain.

Du travail pour tous !



La gare Victoria à Londres ; un jour de grève (Photo HR)

GRANDE-BRETAGNE

Nouvelle ampleur de la grève dans les services publics

EN réponse à la tentative de trahison de leur mouvement par l'état-major de la Confédération syndicale TUC, les délégués du syndicat des employés des services publics britanniques viennent d'annoncer un durcissement et une extension de leur mouvement de grève.

Ce mouvement de grève touche depuis plus de trois semaines l'essentiel des services publics du pays, employés des hôpitaux, employés communaux, services de la voirie, personnel des écoles.

Les travailleurs de ces secteurs, les plus mal payés

du pays — ils gagnent pour la plupart entre 1 500 et 1 700 F par mois — demandent une garantie de salaire minimum de 2 200 F — il n'existe pas de SMIG en Grande-Bretagne. Cela équivaut pour les plus mal payés d'entre eux à une augmentation de 40 %.

Le gouvernement Callaghan, gouvernement « socialiste » qui bénéficie du soutien ouvert des états-majors syndicaux, a été obligé, par toutes les récentes grèves qui ont explosé ces derniers temps, à renoncer à sa volonté de limiter les hausses de salaire à 5 %. Il a cependant annoncé qu'il n'était pas question pour lui d'accorder plus de 10 %. Après les ouvriers de Ford qui avaient obtenu en novembre dernier 18 %, les camionneurs viennent d'obtenir 23 % et les employés des eaux 16 %.

Dans ces trois cas, le gouvernement a été obligé de capituler face à la force du mouvement.

Les délégués du syndicat des services publics, qui regroupent 1,5 million de travailleurs, ont annoncé lundi que leur mouvement allait prendre une nouvelle ampleur.

De fait, plusieurs centaines d'écoles du nord de l'Angleterre, région jusque là peu touchée, ont fermé leurs portes, ainsi que de nombreux hôpitaux et établissements publics.

Serge FOREST

Les syndicats britanniques (1)

Réformisme et liens avec le pouvoir

LA Grande Bretagne compte aujourd'hui 56 millions d'habitants, dont 26 millions de salariés. Sur ces 26 millions de salariés, 10 millions sont syndiqués. C'est-à-dire un taux de syndicalisation proche du double de celui de la France.

Première grande puissance impérialiste dans l'histoire, premier pays industrialisé, la Grande Bretagne est

le pays où la classe ouvrière s'est, la première, organisée pour la lutte économique pour les conditions de vie. C'est très tôt que les Trade-Unions se sont organisés pour défendre le niveau de vie des travailleurs.

Assez rapidement, cependant, la bourgeoisie, du fait de ses superprofits impérialistes, va pouvoir, comme on dit, distribuer les miettes

aux ouvriers. Cette politique va favoriser la pénétration des idées réformistes dans la classe ouvrière, elles sont encore aujourd'hui très fortes, et dans les syndicats. Le chauvinisme est lui aussi très entretenu.

C'est ce qui explique que les syndicats britanniques, au contraire des syndicats français ou italiens ne fassent aucunement référence à la lutte de classe dans leurs statuts et ne se déterminent pas par rapport à un objectif de transformation globale de la société. C'est au contraire le réformisme au sens le plus strict du terme qui est leur référence commune. De là, leur lien privilégié avec le Parti travailliste au pouvoir et leur collaboration ouverte avec sa gestion de l'Etat capitaliste, politique d'austérité omprise.

Contrairement à la France où l'influence des partis est réelle dans les syndicats, mais s'effectue par le biais indirect d'une influence politique, les liens entre le TUC, qui est la confédération qui regroupe 90 % des syndicats et le Parti travailliste est tout à fait officielle. Ainsi, les délégués du TUC siègent au congrès du parti de Callaghan et la quasi-totalité des dirigeants du TUC sont officiellement des dirigeants du Parti travailliste.

C.L.

Cette ligne réformiste du TUC se retrouve dans les organes « de base » que sont les syndicats. Les syndicats sont le plus souvent organisés au niveau de grandes branches professionnelles, comme le syndicat « Transport and General Workers » qui regroupent les travailleurs des transports, de l'automobile et des ports.

C'est le plus gros syndicat britannique avec deux millions d'adhérents. Derrière lui, vient le syndicat de l'industrie lourde « Amalgamated Union of Engineering Workers » qui regroupe 1,3 million d'ouvriers et le « General and Municipal Workers Union » qui compte un million d'employés des services.

Il arrive que plusieurs syndicats se concurrencent sur une branche professionnelle, mais là non plus, la différence n'est jamais basée sur une analyse différente des rapports sociaux ou sur des projets de société différents. Il s'agit alors de simple rivalité d'appareil.

Nous verrons demain l'organisation verticale des syndicats britanniques. Là aussi, les différences sont très importantes par rapport à ce que nous connaissons.

Une enquête de Serge FOREST

L'installation du nouveau gouvernement en Iran

DURANT toute la journée de lundi, les derniers bastions de la dictature du Shah sont tombés. La prison centrale, le siège de la Savak, la caserne de la Garde impériale et enfin l'ex-palais du Shah lui-même ont été pris, après peu de résistance semble-t-il. En effet, la grande majorité des gardes impériaux et des agents de la Savak avaient déjà fui.

L'ambassade d'Israël a beaucoup souffert de l'assaut des manifestants, l'armée n'étant plus là pour la protéger. Bon nombre des fonctionnaires avaient déjà pris la fuite dimanche vers Israël.

Les manifestants ont détruit tous les symboles de l'Etat sioniste et ont décrété que l'ambassade devenait désormais territoire du peuple palestinien. Ce geste symbolise l'unité traditionnelle entre les peuples palestinien et iranien.

En province, les unités militaires se sont ralliées les unes après les autres au gouvernement de Bazargan. De même, les ambassades iraniennes installées à l'étranger ont annoncé successivement leur allégeance au nouveau gouvernement.

Parfois, ce sont des étudiants iraniens qui ont devancé les fonctionnaires des ambassades comme à Ankara en Turquie et à Rome en Italie.

Pendant ce temps, le premier ministre Bazargan s'installait au palais du président du gouvernement. Il a alors procédé à la nomination de trois vice-présidents. Ils seront respectivement chargés des affaires de la révolu-

tion, du transfert de pouvoir et des relations publiques.

De même, des nouveaux chefs d'état-major et préfets de police ont été nommés. La radio et la télévision ont été placées sous la présidence de Ghotbzadeh, l'un des proches collaborateurs de Khomeiny à Neauphle-le-Château.

La première tâche que s'est fixé le nouveau gouvernement est la remise en marche du pays et donc la fin des troubles. Ainsi, l'ayatollah Khomeiny a lancé un appel au calme: Il a été demandé à tout le peuple de rendre les armes.

Des milliers d'armes, que des manifestants ont accaparées lors des différentes attaques contre les casernes ont déjà été rendues, mais certaines organisations, les Feddayin et les Modjahidini (voir article) refusent toujours de se plier à cette demande.

La mise en place du gouvernement s'avère donc déjà difficile. Il a été également demandé aux fonctionnaires de reprendre leur travail dans les ministères sous la direction des anciens chefs jusqu'à ce que de nouveaux ministres soient nommés. Là encore, le gouvernement rencontre de nombreuses réticences. La reprise du travail se fait parfois difficilement. Toutefois, l'organisation qui avait été mise en place avant même l'arrivée au pouvoir de Khomeiny permet de pallier aux plus grands problèmes que sont ceux de l'approvisionnement en nourriture, en essence et permet d'assurer au peuple de Téhéran le minimum vital.

Evelyn LE GUEN

Les réactions internationales

PARMI les réactions internationales, on a essentiellement remarqué l'empressement avec lequel aussi bien l'URSS que les USA ont reconnu le nouveau gouvernement iranien. Les USA se déclarent prêts à « travailler » avec le nouveau gouvernement tandis qu'un représentant soviétique ne manquait pas de saluer l'événement avec beaucoup de chaleur. Derrière cette façade de sympathie, on peut deviner les manœuvres qui se préparent pour faire pression sur le nouveau gouvernement.

Le Pakistan a été le premier des pays du tiers monde à reconnaître le gouvernement de Khomeiny et à présenter l'événement comme une victoire. Les réactions de la Syrie, de la Lybie et du Koweït sont allées dans les mêmes sens. Le gouvernement indien a également envoyé un message de félicitations au premier ministre Bazargan.

Mais le soutien le plus remarqué fut assurément celui de l'OLP, par l'intermédiaire de son dirigeant Yasser Arafat. Par contre, comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement israélien a réagi violemment à la nouvelle. Il faut rappeler que 80 % de son approvisionnement en pétrole provenait justement d'Iran et que le Shah représentait le meilleur soutien de l'Etat sioniste dans la région du Moyen-Orient.

Quant aux gouvernements de la France et de la RFA, ils ont fait savoir qu'aucun changement n'interviendrait dans la mesure où ils ne reconnaissent pas les gouvernements mais les Etats.

Projet de réforme gouvernementale sur l'immigration

Pire que les mesures Stoléru

LE gouvernement est en train de préparer une réforme de sa politique de l'immigration qui laisse loin derrière elle les mesures précédentes et même les mesures Stoléru.

Les mesures principales qu'envisage le pouvoir sont les suivantes :

— Les cartes de séjour seraient désormais renouvelées tous les ans au lieu de tous les trois ans et dix ans. Seuls les immigrés présents depuis 25 ans en France pourraient bénéficier d'une carte valable 10 ans.

— Une seconde mesure concerne le non-renouvellement des cartes de séjour. Le pouvoir a établi une liste de motifs de non-renouvellement des cartes de séjours.

Seraient ainsi refoulés les immigrés qui « troublent l'ordre public ». Cette notion ambiguë vise non seulement les délinquants mais certainement aussi les travailleurs immigrés qui participent à des luttes.

Le jugement d'un dirigeant CFDT de Flins rendu responsable d'action contre des cadres lors de la dernière grève à Renault-Flins, les procès de la Sonacotra con-

tre des résidents des foyers allaient déjà dans le même sens. Si les mesures envisagées par le pouvoir avaient force de loi, le recours aux tribunaux ne serait même plus nécessaire pour expulser les immigrés.

Ceux dont les ressources sont « insuffisantes » ou « irrégulières » seraient aussi refoulés. Cette mesure vise les travailleurs immigrés au chômage.

Sont également visés les travailleurs immigrés qui sont en mauvaise santé. Le pouvoir parle de « motif d'ordre sanitaire » ; or, les conditions déplorables de logement qui sont le lot de dizaines de milliers d'immigrés, les mauvaises conditions de travail sont à l'origine de la plupart des maladies et invalidités dont sont victimes les immigrés.

Enfin, ceux dont les familles sont restées dans leur pays et qui prendraient plus de congés annuels que ce que la loi autorise pour aller les voir seraient aussi refoulés.

Un tel projet, s'il était adopté, constituerait un véritable arsenal répressif contre les immigrés. Ce qui motive ces mesures c'est

évidemment l'aggravation du chômage. Plus que jamais le pouvoir veut faire des immigrés les boucs émissaires. Au bout de tout ceci, il y a l'expulsion de dizaines de milliers d'immigrés. Ces dispositions sont prises quelques mois avant le renouvellement de quelque 350 000 cartes de séjour.

Le gouvernement ne veut pas seulement faire payer la crise aux immigrés (les travailleurs français sont aussi victimes de cette crise, mais pour les immigrés cela veut dire en plus le racisme, les persécutions policières, les expulsions), il veut aussi diviser la classe ouvrière et même les immigrés entre eux.

En effet, ce projet gouvernemental ne touche pas les travailleurs immigrés européens.

Plus que jamais, il faut lutter contre la politique anti-immigrée du pouvoir. Plus que jamais il faut travailler à l'unité Français-immigrés et soutenir les immigrés qui luttent pour de meilleures conditions de logement et de travail, pour l'égalité des droits.

Henri MAZERAU

La grève s'organise à la SFP

LES travailleurs de la SFP ont voté la continuation de la grève en assemblée générale, mardi matin, à l'unanimité moins deux abstentions.

Les studios de la SFP à Joinville-le-Pont sont occupés, les non-grévistes ne rentrent pas, les travailleurs du laboratoire de Bry-sur-Marne ont eux aussi décidé la grève avec occupation.

De leur côté, les autres sociétés issues de l'ancienne ORTF se sont aussi mises en grève, mardi après-midi en assemblée générale. La réunion du comité d'entreprise où les licenciements doivent être annoncés officiellement n'a toujours pas eu lieu. Les syndicats gagnent du temps en demandant un jugement au tribunal des référés pour l'illégalité de cette réunion : l'ordre du jour n'en a pas été communiqué au secrétaire, comme le veut la loi.

Le jugement aura lieu jeudi matin et si le tribunal donne raison aux syndicats, la direction devra communiquer l'ordre du jour au secrétaire et envoyer les convocations au minimum trois jours avant la date de la réunion. Ce qui permet aux travailleurs de la SFP de renforcer la mobilisation et le soutien.

En attendant, l'ambiance est très bonne parmi les grévistes. Lors de l'assemblée générale de mardi matin, un RG ayant été repéré dans l'assistance et signalé à la tribune, il a été ex-

pulsé par une cinquantaine de grévistes sous les acclamations des travailleurs présents. « Ne tapez pas trop fort » conseillaient les dirigeants à la tribune...

Par ailleurs, le film sur le déroulement de la grève et la réunion de lundi avec Clermont-Tonnerre, le PDG, est terminé. Il dure une heure quarante et a été projeté hier après-midi, à l'assemblée générale inter-sociétés ORTF qui a reconduit la grève.

Le matin plusieurs messages de soutien ont été lus

devant l'assemblée générale du personnel de la SFP, dont un du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste dont nous publions le texte. Des sidérurgistes du PCF sont venus aussi en délégation apporter leur soutien aux grévistes. Les travailleurs organisent donc leur grève, alors que le PDG annonce que l'Etat est prêt à donner (250 millions de francs), à condition que le plan de rentabilisation et les 754 licenciements soient effectués...

Le message de soutien du PCML

Le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste apporte son soutien total aux travailleurs de la SFP en lutte contre les 778 licenciements prévus par le pouvoir.

La crise du capitalisme frappe de plein fouet tous les secteurs de l'économie et entraîne des licenciements massifs, fermetures d'usines, restructurations pour amasser le maximum de profits en exploitant toujours davantage les travailleurs. Après le textile, la navale, la téléphonie et les 26 000 licenciements de la sidérurgie, c'est aujourd'hui la SFP.

Mais les travailleurs ne sont pas responsables de la crise, ils n'ont pas à faire les frais des solutions permettant de développer les profits des monopoles. Les licenciements, le chômage ne sont pas une fatalité devant laquelle nous serions impuissants.

Pour faire reculer le pouvoir, il existe une issue : c'est la lutte unie et résolue pour exiger du travail pour tous, refuser tout licenciement.

La détermination des travailleurs de la SFP et de ceux des autres sociétés de l'ex-ORTF, sur l'objectif pas un seul licenciement, permettra de faire reculer Clermont-Tonnerre et le pouvoir.

SFP, sidérurgie, navale, solidarité !

A Grenoble, les pompiers en grève sont attaqués par la police

MARDI matin, deux cents à trois cents pompiers venus de l'Isère, de la Savoie, de la Drôme et du Rhône manifestaient à Grenoble en fin de matinée. Alors que, rassemblés devant la préfecture, ils demandaient qu'une délégation soit reçue par le préfet, ils ont été violemment attaqués par une cinquantaine de flics de la police urbaine qui leur ont lancé des grenades lacrymogènes : un sapeur-pompier a d'ailleurs reçu un grenade de plein fouet sur la tête. Il est gravement blessé. Les pompiers ont répliqué à la violence policière en lan-

çant des pots fumigènes. Aux coups de matraques des policiers, ils ont répliqué par des coups de ceinturon et des coups de poings. Ils ont eu vite faite de prendre le dessus et les policiers durent se replier rapidement. Il y a cinq blessés chez les pompiers, quatre chez les policiers.

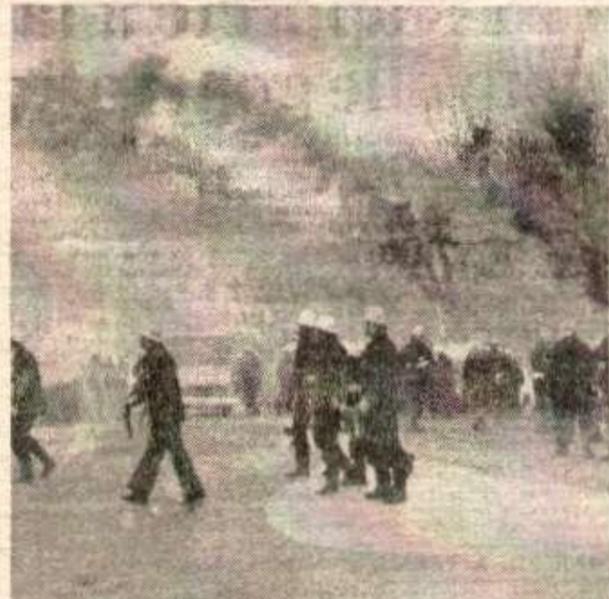
Le pouvoir a incité, semble-t-il, les policiers à porter plainte contre les responsables de la manifestation (certains CGT, CFDT et CFTC). Le préfet en outre, a condamné les pompiers, qui, a-t-il déclaré, en tant que « corps d'élite » ne devaient pas pas se comporter de

cette façon.

Les pompiers ont montré qu'ils ne sont pas prêts à se laisser endormir par de telles balivernes. Dans cette région, ils sont en grève depuis plusieurs semaines. Comme dans d'autres régions de France, (Bretagne, Normandie, Côte d'Azur et Paris) ils sont en lutte pour de meilleurs salaires, pour l'amélioration de l'avancement des retraites, des conditions de travail. Mais surtout, ils veulent qu'il y ait davantage d'effectifs.

Actuellement, les pompiers sont en France au nombre de 12 000 professionnels et de 150 000 volontaires. Les syndicats réclament 30 000 professionnels supplémentaires. En effet, l'insuffisance des effectifs non seulement rend difficile la lutte contre les sinistres, mais encore, elle la rend dangereuse pour les pompiers.

HM



La manifestation des pompiers de Grenoble.

Cambodge

Nouveaux succès des forces patriotiques

LA radio du Kampuchea démocratique a annoncé que, ces derniers jours, 400 agresseurs vietnamiens avaient été mis hors de combat.

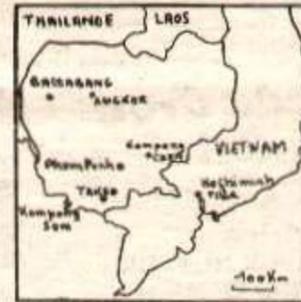
Des armes ont été récupérées sur l'agresseur, notamment à Battambang les 7 et 8 février.

L'Armée révolutionnaire a lancé de violentes attaques contre l'ennemi à Thma Kor, à Tongsan et l'a encerclé à Nimit.

Beaucoup d'agresseurs ont été anéantis les 8 et 9 février sur la route N°5, sur le champ de bataille de Kompong Chhnang, ainsi qu'à Pursat et dans la proximité de Phnom Penh.

ENVOI DE RENFORTS VIETNAMIENS

Bien que les envahisseurs vietnamiens aient une nette supériorité numérique, des armes sophistiquées, qu'ils



aient occupé la majorité des villes, des bourgs et des routes du Kampuchea, ils se sont heurtés à une résistance qu'ils n'attendaient pas et se sont enfoncés dans un véritable bourbier. Le Vietnam parle beaucoup de ses succès mais il a été amené à accroître l'envoi de renforts, portant ainsi les effectifs des troupes vietnamiennes au Kampuchea à 15 divisions, soit 150 000 hommes. Une armée qui se prétend libératrice se verrait-elle ainsi dans l'obligation d'envoyer sans cesse des renforts. Par sa résistance acharnée, le peuple cambodgien apporte bien la preuve que le Vietnam s'est livré à une agression en envahissant le Cambodge.



Financer des établissements privés

NOUS avons rencontré des stagiaires Barre des « universités ouvrières ». A partir des conversations que nous avons eues avec eux, nous nous efforcerons de présenter toutes les facettes de cette organisation de l'exploitation des jeunes chômeurs.

Les stages Barre ont été conçus au niveau gouvernemental pour les « besoins » d'associations comme celle de Léo Lagrange (cf : la lutte des stagiaires de Léo Lagrange dans le No 1 de *Camarades* et dans les quotidiens des 16 et 19 décembre) et d'organismes privés comme des « universités ouvrières », « Besoins » qui sont d'autant satisfaits qu'ils jouent sur la situation contraignante du chômage, d'od l'exploitation des stagiaires et le pillage de leurs capacités physiques et intellectuelles.

Comme il se doit nous allons commencer par présenter l'institution « université ouvrière ».

Son but est, paraît-il, de participer à la revalorisation du travail manuel, habile argument qui autorise toutes sortes de magouilles. Mais puisque nous en sommes à la présentation de l'université ouvrière, laissons-la se présenter toute seule :

« L'association dite université ouvrière fondée en 1972 a pour but de réhabiliter le travail manuel, de collaborer à la formation des futurs ouvriers, de leur permettre d'accéder aux

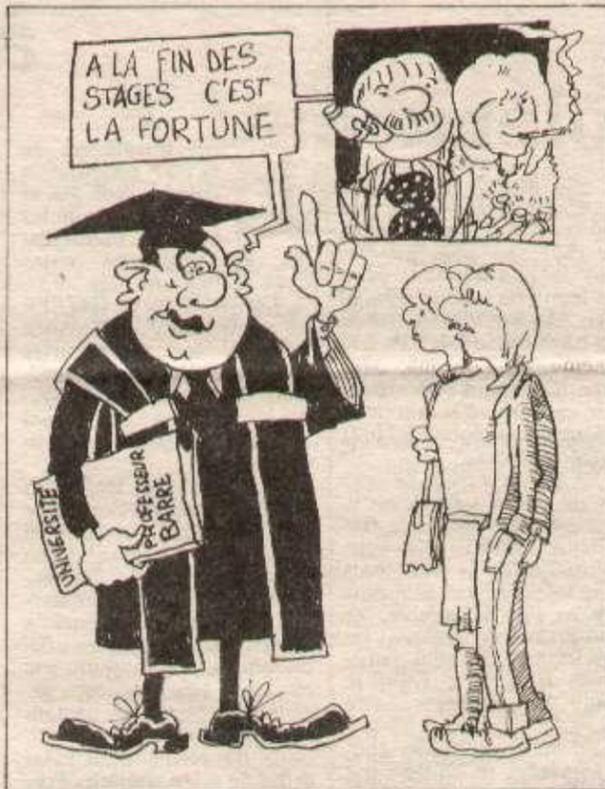
niveaux les plus élevés de leur profession, en leur apportant une éthique et en leur permettant d'acquérir une connaissance approfondie de l'ensemble de techniques du métier ».

En fait, un abîme sépare cette description idyllique de la réalité. Du reste, cette triste réalité apparaît déjà au niveau du prospectus descriptif : « Que trouverons-nous au bout du chemin ? La fortune ? Peut-être mais sûrement l'épanouissement de celui qui va au bout d'un effort constructif. La dégradation des valeurs humaines, le doute, la contestation rendent l'avenir incertain et engendrent l'égoïsme ». Trouver la fortune à la fin du stage, ou plutôt percevoir tout juste l'aide publique dont la base minimale s'élève à 6,60 F par jour ?

Au delà de ce discours verbeux, que proposent les universités ouvrières et à qui ?

Des stages de menuiserie, de cuisine, d'ébénisterie, d'horticulture, de tapisserie, de décoration, d'agencement, de revêtement, etc.

Ces stages sont dispensés soit à de jeunes gens dans le cadre de l'appren-



tissage, soit à des femmes et à des hommes de 17 à 30 ans qui sont considérés alors comme stagiaires.

Par qui sont gérées ces universités ouvrières ? Les différents renseignements figurant sur les imprimés font mention d'organismes officiels comme l'AFPA (1) et la DTMO (2).

Néanmoins, les universités ouvrières régies par la

loi de 1901 sur les associations relèvent du secteur privé. Donc l'Etat finance des stages du privé. Du reste cette situation correspond parfaitement au but des stages Barre : offrir de la main-d'œuvre plus ou moins gratuite aux patrons.

(1) AFPA : formation professionnelle adultes.

(2) DTMO : direction du travail et de la main-d'œuvre.

Service d'Action Civique

Pasqua : digne représentant du RPR

LE RPR a tenu son congrès ce week-end. Tout le monde a été — paraît-il — frappé par la cohésion, par l'unanimité de tous les membres à soutenir Chirac. Les contestataires de toutes les puissances de Chirac ont été remis au pas, du moins provisoirement !

Le RPR, semblable à tous les autres partis, a bien évidemment une direction, des dirigeants, seulement une des caractéristiques de ce parti est d'avoir tenu les rênes du pouvoir pendant 16 ans, avec des escroqueries, des tractations, des intérêts.

Tout ceci suppose une sacrée organisation.

Alors quand on parle d'organisation un nom naturellement se pose sur les lèvres : Pasqua.

Qui est Pasqua ? Le secrétaire général adjoint chargé de l'animation : celui qui fait remplir les salles des meetings du RPR, celui qui place et déplace les cadres gaullistes du RPR, un chef politique à part entière. Si Chirac l'a nommé, c'est qu'il a prouvé ses talents d'organisateur à maintes reprises et particulièrement au... SAC.

présentant de commerce de (Ricard) déposent les statuts d'une association de type 1901, nommée « Service d'action civique » (SAC).

Le rôle officiel du SAC est de protéger les personnalités gaullistes lors de voyages officiels, de réunions publiques. En fait, le SAC a un tout autre rôle, animer un genre de police parallèle — entretenant des relations particulièrement nourries avec la police officielle SDECE, DST, RG — réprimer tout embryon de colère, de révolte tant à l'intérieur de la France qu'à l'extérieur et bien entendu de se remplir les poches d'escroqueries en carambouilles, etc.

PASQUA LE RECRUTEUR DANS LE MILIEU

Ainsi, en 1958, le SAC lutte et appelle à lutter contre le FLN : « La France s'est ressaisie ! Plus de huit millions de Français musulmans, plus d'un million de Français de culture chrétienne défendent leurs tombes et leurs berceaux... Rejoignez le Service d'Action civique dans les rangs duquel vous assumez la victoire de la France sur les assassins, les égorgés, les poseurs de bombes. Le FLN, voilà notre ennemi ! » — Extrait de tract du SAC en 1958.

Aussi le recrutement du SAC va bon train et particulièrement dans le milieu. Combien de « nouveaux militants » sont arrivés au SAC en échange de casier judiciaire vierge et de rentrées de fonds aussi troubles que rondelettes ! ?

Au moment de l'explosion révolutionnaire de 1968, le SAC a déployé également une large activité. Rappelons-nous le projet, auquel le SAC n'était pas étranger, d'enfermer tout militant syndicaliste et politique dans des stades. C'est lui aussi qui était à l'origine de la grande manifestation du 30 mai 1968 en soutien au général De Gaulle. Et derrière tout ceci, il y a directement Charles Pasqua.

Cependant, la musique du SAC, « réprimer », se joue aussi sur l'air « mettons-nous en plein les poches ». C'est du moins ce que disent tous ceux qui connaissent la musique. Ici aussi, Pasqua a un rôle prépondérant.

Il déclare innocemment au sujet des finances du RPR dans l'interview de *L'Aurore* « L'argent est finalement secondaire... Nous avons à l'heure actuelle 760 000 adhérents à 50 F de cotisation, ça fait 38 millions », 38 millions pour un budget comme celui du RPR c'est bien peu, heureusement les caisses noires fonctionnent. Un des procédés pour faire rentrer de l'argent étant d'inventer des sociétés et de quémander à l'Etat des fonds pour elles. Ainsi, la Sicore (officine de l'UDR) a reçu de l'Etat 297 000 F pour le développement de la popiculture au Canada (culture des peupliers).

Enfin, Pasqua interrogé sur ses relations répond : « Qu'y a-t-il de mystérieux dans mes relations ? J'ai celles que tout le monde peut avoir ». Jacques Leroy, en effet, en témoigne. L'ancien vice-président de l'action étudiante gaulliste raconte les difficultés de son organisation pour s'implanter et l'aide que Pasqua lui a apportée : « Un coup de téléphone à ce compagnon (Pasqua) chez lui ou à son bureau chez Ricard, de jour ou de nuit et nous disposions dans les heures qui suivaient d'un nombre important d'hommes de couverture... La seule chose qui les intéressait c'était l'argent que Pasqua et Gaillet leur remettaient et je peux vous dire que les liasses de billets de 100 F étaient souvent épaisses ». En effet, Pasqua a les mêmes relations que celles que tout le monde peut avoir !

Ce bref aperçu des responsabilités de Pasqua au sein du RPR et du SAC en disent long sur ce personnage, mais sont révélatrices aussi de ce qu'est le RPR. Il peut chanter bien haut les cocoricos de la situation attristante de chômeurs et la marche en avant vers une France forte et propre !

Nathalie VILLOTIERS

* Carambouilles : Ventes de produits non-achetés. Sanguinetti a excellé dans ce domaine, et dans d'autres, à tel point que ses droits de citoyens lui ont été retirés : le droit de vote et l'éligibilité. De Gaulle passe l'éponge sur ce passé « navrant ».

PARIS Soirée Larzac

Cette soirée aura lieu le jeudi 15 février à 20 h. (date limite de paiement du premier tiers provisionnel et aura pour thème le refus 3 % de l'impôt. Débats, bal folk.

Elle est organisée par les comités Larzac de la région parisienne (14, rue de Nanteuil - 75015 Paris, tel 531 43 38) et aura lieu à la Mutualité. On peut apporter ses papiers militaires. Participation aux frais : 10 F.

CAMARADES
Chômeurs. Non!
Travailleurs. Oui!

Ce numéro est toujours disponible. Passez vos commandes à l'Humanité rouge en précisant « Pour camarades » - le numéro : 4 F.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge
quotidien révolutionnaire des travailleurs

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge
205 51 10

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : Andre Druesse
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité !

LES sidérurgistes font aujourd'hui l'objet d'une attaque de grande ampleur du patronat et du gouvernement. Dans le Nord et en Lorraine quelles familles ne sont pas touchées de près ou de loin par le chômage ou les menaces de licenciements ?

Mais depuis que les sidérurgistes ont montré qu'ils ne subiraient pas cette attaque sans riposter, l'arrogance fait place chez les possédants, à une certaine inquiétude. D'où aussi les appels à la concertation, les appels à la raison, etc. Cette inquiétude laisse entrevoir la possibilité de faire face à l'attaque du patronat en bâtissant un rapport de force à la hauteur, en ayant recours à la grève pour toucher les patrons à leurs profits.

La voie à prendre pour cela est celle de l'unité et de la solidarité des sidérurgistes et avec eux de l'ensemble de la classe ouvrière, car c'est toute la classe ouvrière qui est visée à plus ou moins long terme.

Voilà ce que nous décrivons dans ces pages, à l'occasion de la journée du 16 février dont les sidérurgistes doivent faire une étape pour développer leur riposte.

Page 5, un militant CGT d'Usinor-Mardyck explique comment lui et ses camarades voient la possibilité de développer

la solidarité en faisant bloc avec Denain. « A Dunkerque et Mardyck, des syndicalistes reconnaissent qu'il faut bloquer là où ça marche pour Usinor, c'est-à-dire dans leur entreprise ».

Organiser la riposte des travailleurs et de leurs organisations syndicales dans ces usines qui tournent répondrait aux besoins de leurs propres intérêts tout en frappant le patronat là où le bât blesse c'est-à-dire aux profits.

De même, en Lorraine, dans la vallée de la Fensch, une énorme entreprise de 10 000 ouvriers, la Sollac, tourne à fond et pourtant 1 700 licenciements y sont prévus. Sont ainsi réunies, comme nous le montrerons en page 7, les conditions d'une riposte qui constituerait en même temps un levier solide pour la lutte dans tout le trust Sacilor-Sollac où sont prévus 8 500 licenciements.

En page 8, c'est un militant CFDT, René Huin, qui explique comment travailleurs et syndicalistes envisagent, en s'appuyant sur les actions à l'extérieur des entreprises de favoriser la mobilisation de masse et la grève indispensables pour créer un rapport de force à la hauteur des exigences de la lutte. Il donne aussi son point de vue sur la campagne développée par les dirigeants du PCF et qui tend

à attribuer au patronat allemand la responsabilité des licenciements.

N'est-ce pas pourtant notre propre patronat et notre gouvernement qui nous attaquent, de même que le patronat allemand s'en prend aux sidérurgistes allemands. Ouvriers français et allemands ne doivent-ils pas s'unir en luttant contre leurs patrons et gouvernements respectifs plutôt que de dévier de leurs objectifs à la faveur d'une campagne partisane.

Enfin, dans ces pages nous expliquons notre point de vue, celui du Parti communiste marxiste-léniniste, sur la voie à suivre pour développer l'unité et la solidarité, conformément à l'appel lancé par notre Comité central « Du travail pour tous, Denain, Dunkerque, Longwy solidarité ». Nous reproduisons un appel du Comité de parti du Nord, Comité de Parti Jeanne Labourbe et donnons quelques exemples des efforts que les militants de notre Parti font, à la mesure de ses moyens encore modestes, pour répondre aux nécessités de la lutte de la classe ouvrière.

Jean QUERCY

Développer la solidarité avec les sidérurgistes

DE plus en plus clairement, des militants syndicaux, des sidérurgistes, le comprennent : dans tout le pays, aujourd'hui secoué par la crise capitaliste et les mesures gouvernementales, il faut développer la solidarité avec les sidérurgistes. Leur combat est celui de toute la classe ouvrière : s'ils venaient à subir une défaite, quelle force demain sera capable de faire obstacle à la liquidation du textile, à la restructuration dans la chimie, au démantèlement dans le bâtiment...

Voici donc une grave question et nous souhaitons que chacun se la pose en son âme et conscience. Aider les sidérurgistes à vaincre, les aider soi-même, pas un seul travailleur ne doit rester hors de

« Que la plus large solidarité populaire se développe dans tout le pays », lançait le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste dans sa déclaration du 27 décembre dernier ; c'est là une exigence à la hauteur de la situation. Contre l'action brutale des maîtres des forges, faisons bloc autour des sidérurgistes. C'est aujourd'hui la tâche essentielle de tout travailleur de tout syndicaliste, de toute personne attachée au droit au travail pour tous, et à la justice sociale.

Tu travailles dans une entreprise de cinquante personnes, vous avez débrayé pour vos salaires. Très bien, mais qu'avez-vous fait concrètement pour soutenir les sidérurgistes ? Et toi, tu es employé dans un service public ou vous êtes plusieurs centaines ou plusieurs milliers.

Vous, syndicats, vous avez échangé des informations sur les sidérurgistes, avec les copains du service, vous parlez de ce qui se passe à Longwy, à Denain, vous approuvez, vous admirez... mais vous, concrètement, dans votre entreprise, qu'avez-vous fait pour solidariser tous les travailleurs avec les sidérurgistes ?

Il faut le comprendre, à travers les sidérurgistes, (qui sont en quelque sorte la base de l'économie capitaliste) c'est toute la classe ouvrière qui est visée. Aujourd'hui, les sidérurgistes, et demain, à qui le tour ? Des travailleurs déclarent : « Se mobiliser là-dessus sur ma boîte, c'est détourner des vrais problèmes de ma boîte », ou bien : « Forcer la solidarité dans ma localité, c'est oublier les

problèmes de ma localité qui sont différents ».

Mais il faut comprendre que la bourgeoisie monopoliste possède ses plans.

Si les sidérurgistes sont battus, les travailleurs du textile, démoralisés par cette défaite auront-ils la force de faire face ? Où, dans la classe ouvrière, prendront-ils les appuis nécessaires pour vaincre l'isolement,

Ne pas tout faire pour développer la solidarité avec les sidérurgistes serait se passer autour du cou une corde dont la bourgeoisie viendrait, à son heure, serrer le nœud.

Développer la solidarité, c'est travailler à l'unité de la classe ouvrière face à l'attaque d'ampleur du patronat et du gouvernement.

Voilà qui montre bien qu'existe un fondement objectif au développement d'une large solidarité populaire autour des sidérurgistes. La formule : « Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité » exprime de manière frappante ce qui doit être le noyau de cette solidarité populaire, à savoir : la solidarité des sidérurgistes eux-mêmes, usines directement touchées, menacées et usines qui tournent et où la grève peut faire mal aux profits du patronat. Voilà pourquoi il s'agit de ces trois noms de ville et de ces trois-là. C'est l'axe même qui doit entraîner la solidarité populaire.

Les sidérurgistes se battent avec courage et détermination. Ils peuvent compter sur notre parti, le Parti communiste marxiste-léniniste qui les soutient et les soutiendra jusqu'au bout à

la bataille. Pas une seule entreprise ne doit oublier de lier sa lutte à celle des sidérurgistes, de leur adresser des motions de solidarité, des témoignages de soutien.

Pas une seule section syndicale ne doit se tenir quitte avec une petite discussion sur « le drame des sidérurgistes », que les militants syndicaux gardent l'arme au pied, qu'ils se tiennent disponibles pour se solidariser par l'action.

Et puis, ceux de Denain ont perdu beaucoup d'argent avec leurs multiples débrayages légitimes, n'ont-ils pas aujourd'hui le plus grand besoin de notre solidarité financière, ici aussi tenons-nous prêts.

la mesure de ses modestes possibilités mais de toutes ses forces. A Denain, à Longwy, à Dunkerque, nos militants sont présents, au coude à coude avec les travailleurs, partageant leurs soucis, leurs colères, leur détermination. Nous savons

qu'il est possible de remporter des succès et cette conviction guide notre lutte. Les sidérurgistes peuvent et doivent avoir confiance en leur force et en la solidarité de classe des travailleurs. Du travail pour tous !

Rémi DAINVILLE

Dunkerque - Mardick

Solidaires et prêts à agir

UN militant CGT d'Usinor-Mardyck exprimant la pensée de ses camarades nous déclarait ce 13 février : « Ici, on est prêt à bouger. Il faut que ceux de Denain viennent pour lancer le mouvement et les gars suivront à ce moment-là ».

Se solidariser avec ceux de Denain, c'est le vœu commun des deux entreprises d'Usinor, Dunkerque et Mardyck, mais bien sûr, il faut préparer les esprits à accueillir ceux du Valenciennois car la solidarité ne tombera pas du ciel. Il faut

l'organiser et cela dépend des travailleurs et de leurs organisations syndicales.

Ce ne sont certes pas les raisons de lutter qui font défaut. A Dunkerque, qui emploie 11 000 personnes, les travailleurs s'opposent aux 9 demi-équipes et exigent la cinquième équipe et le retour aux quarante heures sans perte de salaire.

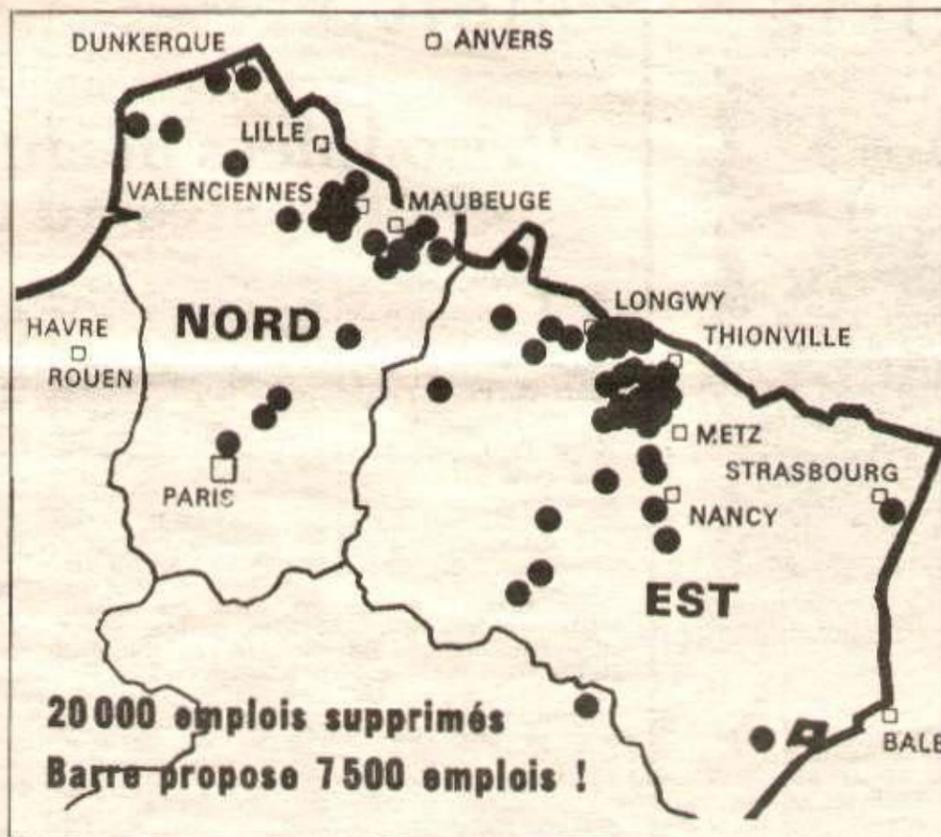
A Mardyck, les effectifs sont passés de 2 000 à 1 800 en deux à trois ans tandis que dans le même temps, la production ne cessait d'être intensifiée. « Les gars travaillent plus vite », souligne un camarade.

Aujourd'hui, 240 travailleurs sont passés des feux continus aux 3X8 ce qui entraîne une perte de salaire importante : par exemple, pour la première année, la perte annuelle est de 1 236 francs (pour un salaire de 3 397 francs) et au bout de cinq ans, la perte annuelle approche le million d'anciens francs.

A Dunkerque et Mardyck, des syndicalistes reconnaissent qu'il faut bloquer là où ça marche pour Usinor, c'est-à-dire, dans leur entreprise. Il semble d'ailleurs que la direction redoute beaucoup une telle initiative si l'on en juge par le petit fait suivant. Dernièrement, le directeur d'Usinor-Mardyck s'était emparé de banderoles syndicales, un groupe de délégués déterminés s'est rendu dans son bureau avec la ferme intention de n'en pas bouger tant que les banderoles ne leur seraient pas rendues. Le directeur les a restituées aussitôt.

Le groupe Usinor a-t-il donné aux directeurs de Mardyck et Dunkerque la consigne d'éviter tout ce qui entrainerait la mobilisation ouvrière ?

Bureau de presse du Nord



Usinor-Denain : 5 000 emplois menacés, c'est en réalité 15 000 emplois qui seraient supprimés dans la région (presque un chômeur sur deux actifs dans la zone Denain-Trith-Anzin).

Hagondange : fermeture de Sacilor : 2 200 emplois supprimés pour une population de 10 000 habitants.

Hayange : 1 000 licenciements pour 20 600 habitants.

Homécourt : 650 suppressions d'emploi pour une population de 10 000 habitants.

Longwy : 7 900 licenciements (6 200 à Usinor, 1 700 à Chiers) qui entraineraient une perte approximative de 14 700 emplois d'ici 1981 sur une population de 36 200 habitants.

Avec le Parti

Pas un seul licenciement !

LUTTER

Lutter, c'est massivement porter des coups aux profits du capital (grèves, blocages de la production, etc.) ; lutter, c'est jeunes et anciens, français et immigrés, développer des actions qui portent, violentes si nécessaire.

Lutter, c'est organiser une large solidarité financière avec les sidérurgistes.

Lutter, c'est adopter des méthodes d'action efficaces, en discuter largement en assemblée générale, utiliser l'arme des syndicats au service des travailleurs.

Voilà la lutte que veulent les sidérurgistes.

S'UNIR

S'unir, c'est casser le dangereux régionalisme. S'unir, c'est refuser de s'isoler région par région, entreprise par entreprise.

S'unir, c'est mettre un terme aux mauvaises querelles entre syndicats.

Voilà l'union que veulent les sidérurgistes.

SE SOLIDARISER

Se solidariser, c'est tendre une main fraternelle à ceux de Dunkerque-Mardyck qui, par leur lutte, sont à même de frapper aux profits patronaux, c'est leur lancer un appel à la solidarité ; se solidariser avec ceux de Longwy, organiser des actions et des manifestations communes, tantôt en Lorraine, tantôt dans le Nord, dans les usines et hors des usines.

Se solidariser, c'est pour tout travailleur, employé, paysan, faire bloc autour des sidérurgistes et ainsi découpler leurs forces pour leur permettre de vaincre.

Voilà la solidarité que veulent les sidérurgistes. Non au piège de la concertation.

VAINCRE, C'EST CONSTRUIRE UN RAPPORT DE FORCE EN FAVEUR DES SIDERURGISTES

Par des actions unies, massives et résolues.

Par une lutte efficace sur le terrain des entreprises.

Par une large solidarité active dans tout le pays.

Que cette grande journée du 16 février soit le tremplin de cette solidarité active des sidérurgistes entre eux, et de tous les travailleurs du pays autour des sidérurgistes.

Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité !

Du travail pour tous !

Comité de Parti Jeanne Labourbe du PCML
Le 16 février 1979

A Denain : des militants au cœur du problème

A DENAIN, les militants du PCML sont sur la brèche. Il est vrai que l'heure n'est pas à la passivité. L'affiche reproduisant l'appel du Comité central : « Du travail pour tous » a été massivement collée dans la cité d'Usinor. On peut dire qu'elle ne sera pas passée inaperçue. « Elle est bien lue malgré sa longueur » nous dit une camarade et des gens se sont arrêtés pendant les collages pour nous dire bon courage pour la suite. De grands calicots, avec l'appel du comité central peints en lettres phosphorescentes, ont été apposés dans la ville.

Nos camarades sont partout bien accueillis parce qu'il montrent aux sidérurgistes que leur lutte est soutenue et que la solidarité est possible.

Sur ces bases, nos militants multiplient les contacts et discussions avec les travailleurs, militants syndicaux ou pas.

A cet égard, les témoignages des anciens d'Usi-

nor sont riches d'enseignements pour notre Parti. En rencontrant des ménagères de Denain, nos camarades ont pu comprendre toute la volonté de lutte qui rassemble la population entière de cette ville contre les maîtres des forges. En direction des jeunes du Lycée technique, des affiches ont été collées : « Jeune, quand tu es chômeur, tu es isolé, c'est quand on est tous ensemble qu'il faut lutter, exigeons un emploi à la sortie du lycée ». « Jeune, quel avenir pour toi : chômage, auxiliaire, intérim ? ». Ici aussi, notre Parti a lancé un appel à la solidarité active à travers le 16 février et après. En une série de ventes (à la porte d'Usinor, au porte à porte dans les cités ouvrières et au centre ville) nos camarades ont vendu 135 journaux. « Vous dites des choses qui sont utiles et qui peuvent servir » déclare à nos militants un travailleur de la CGT, militant du PCF.

On ne le dira jamais assez : dans la bataille que mènent pour leur emploi les milliers de sidérurgistes d'Usinor-Denain, notre Parti a beaucoup à apprendre. De cela aussi, nos camarades de Denain sont bien convaincus.

Au delà du 16 L'enjeu

(Suite de la page une)

Actions assez minoritaires, dispersées, mais ayant la large sympathie de la population et aussi actions sortant du cadre où jusqu'ici avaient été largement cantonnées les ripostes de la classe ouvrière : celui des défilés et manifestations dans « le calme et la dignité », des journées d'action présentées non pas comme une étape pour aller plus fort et plus loin, mais comme un but, un point culminant de l'action, de la protestation.

Depuis, les syndicats ont été invités d'urgence à venir discuter avec les ministres. Un calendrier a été établi. Mais qu'y-a-t-il donc à discuter ? Des plans industriels ? Des politiques de diversification ? De solidarité nationale ? Sur ce terrain-là ça peut durer longtemps, sans que rien n'avance d'un pouce, si ce n'est le temps, l'échéance des licenciements. Ce n'est pas le terrain de la classe ouvrière. Là, on discute chiffres, plans, pendant que les usines tournent et que les profits continuent de s'accumuler. Dans ces conditions, la classe ouvrière ne peut rien emporter. Cett logique-là n'est pas celle de la classe ouvrière !

Précisément, ce qui peut susciter l'inquiétude des patrons et de leur gouvernement, ce qui d'ailleurs peut permettre de leur arracher quelque chose, c'est que la classe ouvrière sorte de cette logique, quitte ce terrain pour se placer solidement sur le sien propre, avec ses objectifs propres au bout desquels, il y a un monde à construire qui n'est en rien celui du capital, même sous une forme aménagée.

Cette autre logique, c'est celle fondée sur les intérêts qui opposent irréductiblement les deux classes et où la classe ouvrière affronte la classe bourgeoise, avec ses armes, que sont la grève, la violence de masse, où la solidarité, c'est la solidarité de classe, où la question est de construire un rapport de force suffisant pour faire céder l'ennemi. Son terrain, c'est d'abord celui des entreprises où se fait ou non la production.

Plans industriels ou plans de combat ? Classe contre classe contre tout licenciement ou discussion pour sauver telle ou telle industrie ? Tout le problème est là, le 16 février et après. En viendra-t-on à la bataille qui frapperait de plus en plus fort les profits des barons de l'acier et de tout le patronat, ou bien jalonnera-t-on le chemin de la discussion de journées d'action ou autres manifestations, certes massives mais desquelles le capital sort indemne ?

La riposte à ces questions dépend de ce qui oriente plus profondément l'action de la classe ouvrière : combattre le capitalisme ou l'aménager ; changer le système ou les hommes qui en tiennent les rênes : gouvernement, Parlement.

Après l'échec de l'Union de la gauche, en mars dernier, les luttes ouvertes aujourd'hui dans la sidérurgie, dans le Nord et la Lorraine sont une étape importante dans la lutte de la classe ouvrière pour son unité de classe, sur ses objectifs de classe face à la classe patronale.

L'inquiétude qu'a pu manifester cette dernière ces temps-ci donne la mesure de l'importance de l'enjeu : il y a aussi d'éventuels succès dans les combats d'aujourd'hui, il y va de ceux de l'avenir.

Secrétariat du CC du PCML

DENAIN, LONGWY, DUNKERQUE ...

DE LA COLERE A LA LUTTE



Le point de vue du Parti Communiste Marxiste-Léniniste face aux licenciements dans la sidérurgie

Denain, Longwy, Dunkerque...
DE LA COLERE A LA LUTTE

C'est sous ce titre que le Parti communiste marxiste-léniniste vient de publier une brochure faisant le point sur les luttes des sidérurgistes frappés par les licenciements. C'est en tirant les leçons du passé, de l'application des plans et de la résistance qu'ils ont rencontrée à Thionville et à Louvroil en 1977, que les travailleurs seront mieux armés pour remporter des succès dans la riposte à l'offensive patronale.

« Une grande combativité, frapper les maîtres des forges, Division non, oui à la solidarité ! », voici aussi des thèmes que développe cette brochure.

Passer vos commandes l'Humanité rouge BP 61 75861 Paris Cédex 18. Prix 2 F

HISTOIRE

En 47 :

Prisonniers de guerre allemands et grévistes au coude à coude

UN épisode peu connu, lors de la grande grève des mineurs du Pas-de-Calais en 1947, raconté par Roger Pannequin dans son livre « Adieu camarades ».

Les après-midi de novembre sont bien sombres et, vers quatre heures, les lampes éclairaient déjà quelques fenêtres. Cet après-midi-là, des formations de CRS s'étaient déployées devant les « grands bureaux » des mines de Béthune à Bully dans ma ville natale. Ces « grands bureaux » étaient en fait pour chacune des compagnies, leur siège social. Les employés adhérents de la CGT avaient occupé ceux de Bully dès le début de la grève et des

mineurs allaient tour à tour prêter main forte au piquet de grève.

Quand les grévistes de Bully, de Mazingarbe et de Grenay surent que les CRS allaient attaquer les « grands bureaux » deux cortèges se formèrent et se dirigèrent vers la cité des Brebis à Bully pour prendre les CRS par derrière. Quand ils furent face aux grilles des bureaux que les grévistes avaient barricadés de l'intérieur, les CRS entendirent derrière eux la clameur des deux cortèges. Ils durent s'adosser aux grilles et faire face. Alors, par les fenêtres des bureaux, les grévistes leur lancèrent des projectiles. Pour se dégager, les CRS tentèrent de charger les manifestants. Le front des mineurs recula de quelques mètres en bon ordre. A ce moment là, du milieu de la manifestation,

s'avancèrent vers les CRS des dizaines d'hommes que personne ne s'attendait à voir là. Ils étaient vêtus encore de longues capotes vert-de-gris que la Wehrmacht en fuite leur avait laissés. C'étaient les prisonniers de guerre allemands mineurs, grévistes comme leurs camarades. Il se retrouvèrent tous à l'avant, face aux CRS. Ceux-ci parurent hésiter. Un de leur gradés lança un ordre. Les CRS saisirent leur mousqueton par le canon et tentèrent d'avancer, la crosse levée en guise de matraque. Les deux rangs de soldats allemands avaient un mètre d'écart. La crosse des CRS s'abattit. Le premier rang allemand avait sauté en arrière, dans l'espace laissé libre. Les lourdes crosses battant l'air entrainèrent les fusils vers le sol. Alors tous les Allemands, d'un seul mouvement, se baissèrent, saisirent cha-

cun un canon de mousqueton, arrachèrent les ames des mains des policiers et en se relevant, les jetèrent derrière eux, au milieu de leurs camarades français. Immédiatement, le second rang avait bondi en avant pour isoler dans les manifestants les CRS désarmés. La bataille dura plusieurs minutes. Les Allemands avaient fini par former un court arc de cercle qui enfonçait la garde noire. Les policiers désarmés levaient très haut les bras, au milieu des grévistes. Les officiers firent dégager leurs hommes à droite et à gauche de la grande grille et les rassemblèrent derrière les bâtiments. Les grévistes qui occupaient les bureaux sortirent et purent rejoindre les manifestants sans être arrêtés. Alors la manifestation reflua vers Bully. Les mineurs emmenaient avec eux les CRS désarmés.

LONGWY, VALLEE DE L'ORNE, VALLEE DE LA FENSH : LE TEMPS DE LA COLERE

Sollac, c'est là aussi qu'il faut frapper !

Records absolus de production battus
778 licenciements annoncés

LA Sollac, dans la vallée de la Fensch, c'est une énorme entreprise d'environ 10 000 ouvriers, qui fabrique des produits plats, notamment pour l'automobile et les conserves. La production à la Sollac ne s'est jamais si bien portée. On peut penser qu'il en va de même pour les profits. Le niveau record de production de 1974 a été battu le trimestre dernier. Ceci a pu alimenter certaines tendances à considérer que les licenciements à Longwy ou à Sacilor, cela ne concernait pas les gars de la Sollac. Et pourtant...

En dépit de ce que pourraient laisser croire les chiffres de production, le problème de l'emploi se pose aussi de façon importante à la Sollac. De façon moins massive qu'ailleurs sans doute, mais tout aussi réelle. La direction procède depuis déjà un certain temps à des licenciements individuels,

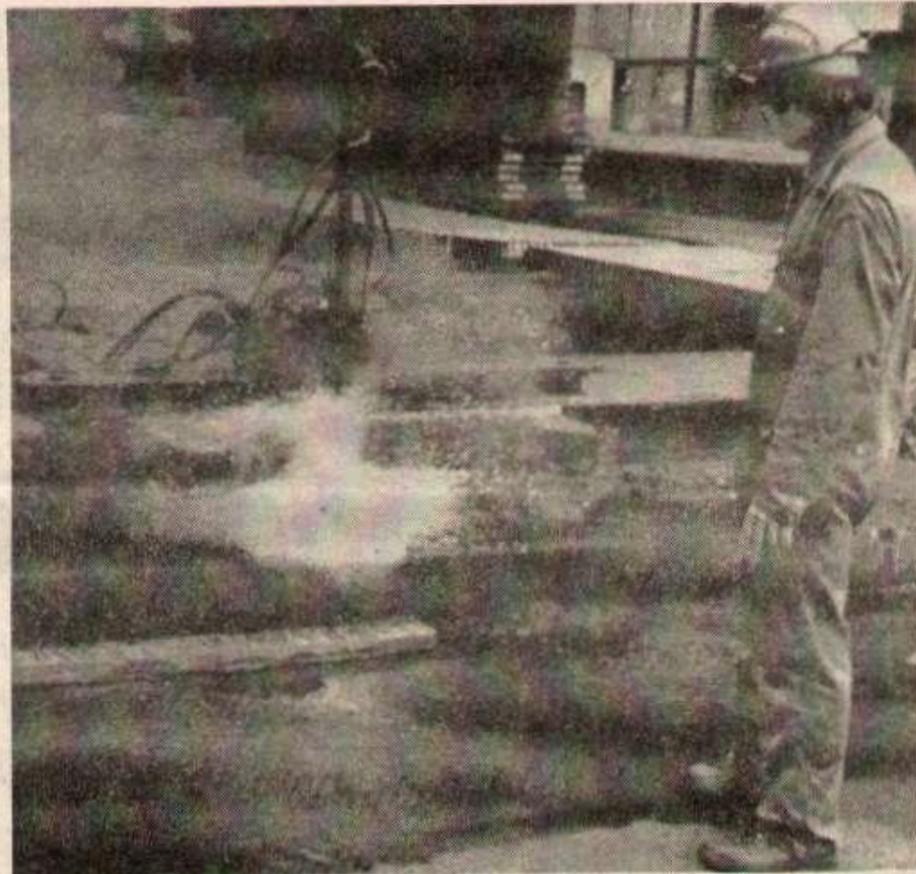
un par ci, l'autre par là, qui ne sont pas annoncés. Dans de nombreux cas, les travailleurs licenciés étaient des immigrés remplacés par des gars de Sacilor mutés à la Sollac. Ces licenciements ont eu lieu en particulier au train froid, où la CGT est implantée et où rien n'a été engagé pour faire échec à cette tactique patronale. Il est vrai égale-

ment que ces licenciements sont difficiles à connaître et il n'y a qu'à l'inspection du travail que les noms sont connus. Au moins 112 travailleurs ont déjà été licenciés de cette façon. La direction encourage également les départs dits volontaires en versant du fric.

UN AVENIR LOURD DE MENACES

Mais surtout, l'avenir est maintenant lourd de menaces. Officiellement, 1 700 emplois seront supprimés entre le 30 avril 1979 et la fin de l'année prochaine et la réalité sera plus lourde encore. La direction procède progressivement. D'ores et déjà, 778 licenciements ont été annoncés devant le comité d'entreprise le 6 février. Ils touchent les employés des services centraux et également les travailleurs des aciéries. Voilà pour les chiffres officiels.

La menace du licenciement est utilisée par la direction pour tenter de faire taire les travailleurs : « Si tu l'ouvres trop, tu seras mis à la porte ». Certains chefs n'hésitent pas à dire : « Si vous ne voulez pas travailler, des gars de Sacilor prendront votre place. » D'autres menaces pèsent également sur l'emploi à la



La production de produits sidérurgiques plats : des records ont été battus par la Sollac. Mais la Sollac licencie quand même.

Sollac. Prochainement, une coulée continue entrera en fonction ; nécessairement cela se traduira par de nouveaux licenciements car plusieurs phases de travail seront supprimées.

Par ailleurs, la Sollac appartient au groupe Sacilor-Sollac. Or, s'il n'y a que 1 700 licenciements prévus à la Sollac, il y en a par contre 8 500 d'annoncés dans tout le groupe. Ce qui intéresse la direction, c'est d'arriver à son objectif global de licenciements.

Pour semer la division, la direction a adopté comme tactique de muter des gars de Sacilor à la Sollac. Cela risque fort de se traduire par des licenciements, comme cela a déjà commencé. Les uns prendraient la place des autres comme dans les vases communicants. La direction voudrait qu'au lieu de s'unir contre elle, les travailleurs se divisent et se rejettent les uns sur les autres ce qui est le résultat de sa politique.

Alors, l'emploi est-il assuré à la Sollac ? Les faits montrent que non.

MOINS DE BRAS PLUS DE TRAVAIL

Tandis que la production est en augmentation, que l'usine tourne au maximum de ses capacités, le patronat licencie néanmoins. D'une part il prévoit de supprimer des emplois qui seront confiés à des entreprises de sous-traitance, d'autre part la nouvelle aciérie qui doit démarrer en juillet-août prochains tournera en sous-effectifs. A la mise en fabrication, un secteur clé de l'usine, les travailleurs n'arrivent plus à fournir le travail demandé et pourtant des licenciements sont prévus. L'usine tourne à fond et pourtant il y a eu des jours chômés. De tout cela, une conclusion s'impose : le but du patronat est de produire le maximum avec le minimum de main-d'œuvre. La conséquence en est une dégradation importante des conditions de travail.

Pour défendre l'emploi, pour mettre en échec le chantage aux licenciements, pour l'amélioration des conditions de travail, pour la réduction du temps

de travail, il est clair que les sidérurgistes de la Sollac doivent s'unir avec leurs camarades des autres groupes.

Il est clair aussi que la lutte à la Sollac serait d'un poids important dans le rapport de forces avec les patrons et le gouvernement : la grève à la Sollac leur ferait mal aux profits.

UN COURANT SYNDICALISTE DE LUTTE DE CLASSE

Le courant syndicaliste de lutte de classe présent à la Sollac est organisé en particulier à la CFDT. D'année en année, il a renforcé ses positions non seulement aux usines à chaud, qui sont aujourd'hui la partie la plus combative de l'usine, mais aussi sur toute l'entreprise. Aux récentes élections de délégués du personnel, il est arrivé en tête. La CGT, de son côté, a perdu trois sièges. Ce sont là des succès d'un courant syndical qui recherche la mobilisation des travailleurs sur le terrain, qui impulse l'organisation d'actions efficaces.

Il est aujourd'hui conscient de la nécessité de préparer l'action générale de tous les travailleurs de la sidérurgie. Face à la détermination des capitalistes et de leur pouvoir, il faudra en effet un rapport de forces très important. La perspective de la grève générale illimitée de la sidérurgie est présente dans certaines têtes. Une telle perspective n'est-elle pas en effet la seule qui soit envisageable si l'on veut réellement faire face à l'ampleur de l'attaque ? Mais cela reste encore lointain.

A l'heure actuelle, les mi-

litants favorables à un syndicalisme de lutte de classes sont engagés dans une action de sensibilisation des travailleurs, dans l'entreprise mais aussi dans les cités. Des diffusions de tracts s'adressant aux familles, des prises de paroles ont lieu de façon à ce que la lutte pour l'emploi devienne l'affaire de familles.

La journée du 16 février se prépare activement afin qu'elle soit un succès et surtout qu'elle ne reste pas sans lendemain. On prépare déjà le 17. Ce sera réellement une journée de lutte. L'urgence de passer à l'action est soulignée avec force par des militants syndicalistes qui discernent avec raison dans les discussions engagées par Boulin la volonté de désamorcer les luttes à venir.

A juste titre également, il y a de l'inquiétude devant certaines orientations présentes dans leur syndicat.

faut-il s'engager dans des propositions de réorganisation de la production dans le cadre du système capitaliste, ce qui conduit nécessairement à accepter le bien-fondé de certains licenciements ? Ou bien, au contraire, faut-il en rester à la raison d'être du syndicalisme de classe : défendre les intérêts des travailleurs face aux attaques patronales ?

A la Sollac, les militants syndicalistes de lutte de classe répondent sur le terrain à cette question.

Pour l'avenir des travailleurs de la sidérurgie, beaucoup de choses vont se jouer à la Sollac comme à Usinor-Dunkerque et à Fos. Il faudra frapper où cela fera mal aux capitalistes.

Pierre BURNAND

Répression antisyndicale à Sacilor

Croyant ainsi entraver la riposte des travailleurs aux 68 000 licenciements annoncés, la direction de Sacilor a accentué dernièrement la répression antisyndicale. Dix délégués CGT et CFDT ont en effet reçu des lettres de mise à pied. Les uns pour avoir manifesté au siège social le 23 janvier dernier, les autres pour avoir pris la parole dans un self.

Il apparaît qu'à l'occasion des licenciements massifs qu'elle projette, la direction de Sacilor poursuit le but de liquider les organisations syndicales.



HR : Pourrais-tu nous donner quelques indications sur la situation de l'emploi dans la région ?

René Huin : La situation se résume facilement : 60 000 chômeurs sur les quatre départements lorrains. Le problème de la sidérurgie se situe là-dedans. Cela veut donc dire qu'il n'y a pas que le problème de la sidérurgie, mais c'est celui qui est le plus important. Il comporte un facteur d'entraînement et d'aggravation. Bien souvent, le problème de la sidérurgie masque d'autres réalités.

Rien que l'année dernière, en 1978, il y a eu plus de licenciements dans les autres professions, notamment la transformation des métaux, que dans la sidérurgie. Un bon nombre de ces licenciements sont liés à ce qui se passe dans la sidérurgie, notamment dans la construction métallique. Il y a évidemment à prendre en charge ce qui se passe dans la sidérurgie mais aussi le reste.

Actuellement, on recherche pour savoir comment on va arriver à regrouper tous les travailleurs concernés pour se battre sur le problème de l'emploi, de manière à ce que, par l'action, le problème soit réellement posé publiquement. On arrivera à trouver des solutions que si on est gêné sur le terrain. Pour cela, il faut du monde. L'ennui, c'est que le propre des travailleurs qui sont chômeurs, c'est d'être dispersés. Il faut arriver à les regrouper, leur faire bien sentir le lien qui les unit, qu'en restant dispersés il n'y aura de solutions que pour quelques individus et encore, quelles solutions ?

Autour des boîtes actuellement occupées, Soloci, Sotracomet, on essaie de voir comment organiser les chômeurs environnants pour amener des actions sur la place publique. Les copains de Soloci ont trouvé un bon truc. Pour conserver leurs 90%, il faut qu'ils justifient de trois cachets d'employeurs chez qui ils se sont présentés par mois pour demander du boulot. Ils vont à cent chez l'employeur pour montrer la fumisterie de l'affaire. L'employeur met cent tampons. Ils en font trois dans le même jour. Mais au lieu d'y aller individuellement, l'un trouve, l'autre non, ils y vont à cent.

HR : Pourrais-tu nous indiquer comment vous envisagez l'action dans la sidérurgie ?

René Huin : Il y a plusieurs types d'actions à mener. Elles sont complémentaires. D'une part, l'action dite traditionnelle, l'action de grève dans les chantiers, complétée par des actions à l'extérieur de l'entreprise qui, à la fois, visent à mobiliser la population et les travailleurs des entreprises et à porter une gêne au gouvernement.

Il y a eu des occupations de plusieurs types : celles qui visaient les pouvoirs publics, notamment les centres des impôts, les gares SNCF, etc. ; celles qui visent les chambres patronales.

Pour l'instant, il y a une certaine difficulté à mobiliser les travailleurs des entreprises pour la grève proprement dite. Compte tenu de l'ampleur des problèmes, l'adversaire ne va pas céder facilement. Il va falloir créer un sacré rapport de forces. Ce qui se passe actuellement est excellent mais nettement insuffisant. C'est d'autant plus préoccupant qu'il y a urgence à développer le rapport de forces. Compte tenu que des discussions se sont engagées avec le gouvernement, il est nécessaire de développer par l'action maintenant.

Un certain nombre d'actions continuent à se développer à Longwy, le 9, il y a grève et blocage de tout le secteur à Sacilor-Hagondange, dans le style Longwy. Ils préparent leur grève par des réunions dans les chantiers, mais aussi par des assemblées générales dans les agglomérations où résident les travailleurs. La population est ainsi associée.

LONGWY, VALLEE DE L'ORNE, VALLEE DE LA FENSH : LE TEMPS DE LA COLERE (2)

« Développer l'action maintenant »

Entretien avec René Huin, secrétaire adjoint du syndicat CFDT de la sidérurgie lorraine



L'occupation par les sidérurgistes de la sous-préfecture de Briey (Meurthe-et-Moselle). Au centre, le sous-préfet.

mérations où résident les travailleurs. La population est ainsi associée.

Il y a la grève nationale de la sidérurgie du 16 février. Ce jour-là, il n'y aura pas en Lorraine de manifestation centrale. Il y aura partout des blocages. On vise le patronat en faisant grève et les pouvoirs publics en occupant les routes, les gares et autres voies de communication importantes. Chaque section a pour tâche de mettre sur pied d'autres initiatives qui, à la fois, préparent cette journée et la prolongent.

HR : Est-ce que, à la CFDT, vous essayez d'aller dans le sens d'une riposte d'ensemble des entreprises de la sidérurgie ?

René Huin : Oui, mais on ne veut pas y aller trop vite. Il faut que ça corresponde à quelque chose, que ce ne soit pas plaque du haut. Il faut que les conditions soient réunies. C'est ce qui est en train de se préparer. C'est ce qu'à un moment donné il serait souhaitable que l'on fasse. Est-ce qu'on sera capable de le faire, c'est une autre affaire, on verra. Compte tenu de la nature des problèmes posés, l'action, sous ses formes actuelles, est insuffisante pour faire céder le gouvernement et le patronat.

HR : Envisagez-vous de développer la solidarité entre le Nord et la Lorraine ?

René Huin : Ça existe déjà. La première manifestation en est le 16 février qui vise à mettre tous les sidérurgistes, à un moment donné, dans l'action en même temps, pour bien montrer qu'il s'agit d'un problème national de la sidérurgie. Les représentants des différentes inter-

syndicales des groupes se réunissent pour rassembler leurs informations et voir comment aller dans le même sens. Il faut lutter contre une certaine propagande lancée par des organes de presse du style *Républicain lorrain* qui vise à enfermer les luttes dans les secteurs.

Sous couvert de défendre l'emploi, les propagandes du style « Répu » visent à tenter de maintenir un certain nombre d'emplois dans une région bien délimitée, mais ne rien changer quant au fond. Il s'agit de maintenir un certain nombre d'emplois pour conserver une majorité de droit et la mauvaise qualité des emplois.

Les conditions de travail, les trente-cinq heures, la cinquième semaine, le *Républicain lorrain* n'en a rien à foutre. La manière dont il mène la campagne est mystificatrice. Le mot d'ordre « Défendons la Lorraine » recouvre des choses qu'il faut combattre. Nous ne disons pas « défendons la Lorraine » ni « défendons les Lorrains », car il n'y a pas que des Lorrains en Lorraine, il ne faut pas l'oublier. Ce que l'on doit défendre, en premier, ce sont les travailleurs. On doit se battre avec les travailleurs pour des revendications bien concrètes mais aussi contre un système capitaliste.

HR : Comment analysez-vous ce qui s'est passé à Longwy ?

René Huin : Ce qui s'y passe est excellent et on l'appuie en tous points. Apparemment, les copains de Longwy ont réussi à surmonter des difficultés de mobilisation par le type d'action qu'ils mènent. Mais quand on regarde de près, le nombre

d'heures d'arrêt de travail est fort limité. Cette difficulté n'est pas encore réglée.

L'expression des copains de Longwy est « Faisons l'action dans la rue pour la ramener dans l'entreprise par la suite ». L'action est bien faite dans la rue, mais elle n'est pas encore bien implantée dans les entreprises. Les copains de Longwy en sont conscients.

HR : Vous seriez favorables à ce que les entreprises concernées partent en grève ?

René Huin : A un moment donné, ce sera bien nécessaire. Si tu veux vraiment avoir le rapport de forces nécessaire, il faudra à la fois que les entreprises soient bien arrêtées et en grève et que les travailleurs manifestent avec la population dans la rue, partout.

Ce qui vient de se passer en Allemagne, après trois semaines de grève, démontre la volonté de raidissement des patronats. Je ne vois pas en quoi les patrons français seraient plus enclins à céder que les patrons allemands.

Il y a une sacrée mobilisation à réaliser. Il faut développer toutes les formes d'action.

HR : Ne crois-tu pas qu'il existe certaines tendances à vouloir donner de mauvais objectifs à la lutte, par exemple, de vouloir substituer les élections au Parlement européen à la lutte pour l'emploi ?

René Huin : C'est malheureusement évident. Le PCF développe actuellement sa campagne par rapport aux élections européennes et ceci n'est pas sans répercussion dans ses

positions que l'on retrouve en bonne partie à la CGT. Ce n'est pas de nature à clarifier la situation. Ce n'est pas de nature à clarifier les objectifs à atteindre car au travers de cette campagne, il y a un certain nombre de contre-vérités qui sont énoncées. Si on ne tient pas compte de la réalité à un moment donné la réalité réapparaîtra et ça risque de faire mal.

Premièrement, le PCF fait une sorte de distinction entre différents patronats. C'est le patronat allemand qui voudrait nous vassaliser, mais on ne parle que de celui-là comme si le patronat italien était bon, comme si le patronat belge était moins mauvais, comme si le patronat français n'avait pas de responsabilités dans ce qui se passe dans la sidérurgie française. Il aurait été mis à genoux par les patrons allemands, pauvres patrons français ! Alors qu'ils s'entendent comme larrons en foire sur le dos des travailleurs. Est-ce que par hasard les patrons allemands ne seraient pas jugés mauvais parce que chez eux c'est la social-démocratie et les patrons italiens bons parce qu'il y a un compromis historique entre le PC et la démocratie chrétienne ?

Si on regarde les faits on constate que de 1974 à 1977, les patrons allemands ont diminué la production de 26,8%, la Belgique-Luxembourg de 31%, l'Italie de 2,1%, la Grande-Bretagne de 8,8% et la France de 18,2%.

Comment a évolué la proportion de chacun des pays par rapport aux autres dans la CEE ? La part de l'Allemagne a diminué de 34 à 31,7%, celle de la Belgique a baissé de 2%, la part de l'Italie a augmenté de 14,4% à 16,2%, celle de la Grande-Bretagne également, la part de la France est restée identique, 17,5% au lieu de 17,4%, personne ne peut contester ces chiffres mais certains les passent sous silence.

Il y a bien une entente de tous les patrons de la sidérurgie européenne pour une répartition du marché et une spécialisation. En France, depuis la construction de Fos et de Dunkerque, il y a une spécialisation dans les produits plats. Les produits longs sont abandonnés.

Les patrons français mystifient les affaires. Ils gueulent comme des veaux contre les Italiens quand ils amènent des ronds à béton en France mais ils se sont bien entendus avec eux. Ils oublient de dire combien on exporte de tôle en Italie.

On essaie de réveiller chez les travailleurs des nationalistes, d'accrocher les divisions chez les travailleurs alors qu'on se trouve en présence d'un groupement patronal européen. Ils ont certainement des contradictions entre eux mais au bout du compte s'entendent bien. Alors ne créons pas la division chez les travailleurs. Si on suivait, à l'heure actuelle, le raisonnement du PCF, qui consiste à dire « rééquilibrons les échanges » on arriverait à déplacer le problème.

Si on dit aux Italiens : « Vous n'amènerez plus vos ronds à béton en France », ils répondront : « Vous n'amènerez plus vos tôles en Italie ». On produira un peu plus de ronds à béton en France, on réglera un peu les problèmes de l'emploi pour les gars qui travaillent dans les produits longs, mais on va reporter le problème chez les produits plats. On retrouvera le problème ou à Fos ou à la Sollac. Ce n'est donc pas comme ça qu'il faut prendre le problème. Il faut le prendre à partir de la situation réelle et non à partir d'une campagne partisane qui fait abstraction d'un certain nombre de réalités et mettre tous les capitalistes sur un même pied d'égalité.